

La francophonie, un combat d'arrière-garde

ENTRETIEN

Le vif/L'express 25-06-2004 p. 40

Le philosophe Philippe Van Parijs est spécialiste des questions linguistiques. L'anglais, dit-il, progressera encore longtemps : dans les institutions internationales, dans nos universités et même dans les rues de Bruxelles

Philippe Van Parijs est professeur à la chaire Hoover d'éthique économique et sociale de l'UCL. Parlant couramment six langues, il est l'une des plus grandes pointures du monde universitaire belge. En 2001, il a obtenu le prix Franqui pour l'ensemble de son œuvre.

A Bruxelles, certaines personnes s'adressent spontanément aux chauffeurs de bus en anglais. Choquant ?

Philippe Van Parijs : A l'avenir, cette situation nous étonnera de moins en moins. Bruxelles a des responsabilités en tant que capitale européenne et elle doit les assumer. D'ailleurs, souvent, les personnes dont vous parlez ne sont pas des anglophones de naissance. La plupart des Britanniques connaissent une de nos langues nationales. Les Estoniens, en revanche, ont déjà dû apprendre le russe et l'anglais pour des raisons professionnelles. S'ils admettent qu'on ne puisse pas s'adresser à eux en estonien, ils trouvent par contre normal qu'on comprenne l'anglais dans la capitale de l'Europe. Pareil pour les Hongrois ou les Finlandais. A la limite, ils seraient prêts à apprendre le néerlandais ou le français si c'était obligatoire pour pouvoir bien vivre. Mais, comme la connaissance de l'anglais s'améliore partout à Bruxelles, et qu'en plus, il y a des propensions à ne se rencontrer qu'entre soi, la motivation pour apprendre une de nos langues nationales a tendance à baisser. L'emploi de l'anglais va donc se généraliser dans des contextes de plus en plus nombreux de la vie bruxelloise. Finalement, c'est peut-être un coup de chance pour nous. L'anglais est une langue germanique, mais truffée d'importations romanes. Quel merveilleux compromis entre le français et le néerlandais !

Au niveau des institutions européennes, la domination de l'anglais est encore plus écrasante.

L'évolution qui est en cours est irréversible. Vouloir l'arrêter serait à la fois injustifié et contre-productif. La voie de l'interprétation n'est réservée qu'à une petite élite. Si on veut démocratiser la communication à l'échelle européenne, il est donc impératif d'avoir une langue commune. Et cette langue sera l'anglais ! En termes de connaissance comme deuxième langue, elle a un avantage qui s'accroît chaque année. 60 millions d'Indiens ont déjà fait l'effort de l'apprendre : on irait maintenant leur expliquer qu'on a changé d'avis, et qu'il faudra désormais étudier le français ou l'espéranto ? Ce n'est pas réaliste. Et ce n'est pas plus sage de vouloir obliger tout le monde à connaître le français, en plus de l'anglais.

Cette suprématie de l'anglais ne menace-t-elle pas la diversité linguistique ?

Effectivement, s'il n'y a pas de garde-fous, une dynamique perverse s'instaure, la même que celle qui était jadis à l'œuvre en Flandre. Jusque dans les années 1930, on observait une francisation de la Flandre. Quand des francophones et des Flamands se rencontraient, ils parlaient systématiquement le français. Du coup, pour leur donner un maximum de chances, les parents envoyaient leurs enfants à l'école en français plutôt qu'en néerlandais. C'est un cercle vicieux. Plus une langue est apprise, plus elle a de chances d'être utilisée quand des gens se rencontrent ; et plus elle est utilisée, plus la motivation pour l'apprendre augmente. Ce processus écrase les langues les plus faibles : hier le néerlandais face au français, aujourd'hui le français face à l'anglais.

Le pouvoir politique a-t-il prise sur ce processus ?

Oui, il peut appliquer le principe de territorialité linguistique. Cela signifie que tous les immigrants sont les bienvenus, mais que, s'ils veulent s'installer sur le territoire, ils doivent avoir le courage et l'humilité d'apprendre la langue locale. Pour rendre ce principe effectif, le pouvoir politique doit

mettre en œuvre des instruments assez contraignants : l'enseignement obligatoire, la vie politique et les documents administratifs doivent adopter entièrement la langue locale. C'est valable pour le français au Québec, le néerlandais en Flandre ou l'euskara au Pays basque. Si un Scandinave arrive à la maison communale de Gand, on ne devra lui répondre qu'en néerlandais, même si l'employé au guichet connaît l'anglais. Ce type de mesures est absolument indispensable si on veut éviter l'érosion des langues vulnérables.

On touche ici à la question des facilités linguistiques. Un sujet sensible...

Pour le dire franchement, les facilités me paraissent une bonne chose, à condition qu'elles soient perçues comme transitoires. Quand on a tracé la frontière linguistique, certaines personnes se sont trouvées du mauvais côté. Il était donc tout à fait légitime de leur octroyer des facilités, afin qu'elles puissent recevoir les documents administratifs dans leur langue. Par contre, il n'est pas sage d'avoir généralisé ce privilège à tout nouvel arrivant. Plus de 70 % des habitants des communes à facilités n'y sont pas nés. Dès lors, pourquoi les Marseillais qui viennent à Kraainem pourraient-ils recevoir des documents dans leur langue maternelle, et pas les Berlinoises ? On a fait une erreur... La frontière linguistique est non seulement un outil de pacification durable, mais aussi le meilleur moyen de protéger la diversité linguistique. Nous devons dire aux Européens qui veulent s'installer chez nous : "Bruxelles est votre capitale, mais la Belgique n'est pas votre colonie !" Les fonctionnaires européens ne doivent pas s'imaginer que toute cette belle campagne autour de Bruxelles leur appartient, et qu'ils vont pouvoir y implanter leurs écoles sans se soucier des règles locales.

Mais le principe de territorialité linguistique ne nuit-il pas à l'économie ? Pourquoi imposer à tous ceux qui veulent s'installer à Anvers ou à Barcelone d'apprendre le néerlandais ou le catalan ?

La reconnaissance de langues autrefois marginalisées est en fait issue d'un double mouvement. D'une part, des militants enthousiastes parviennent à recréer une langue commune à

partir de différents dialectes. D'autre part, grâce au développement de l'enseignement, une élite intermédiaire devient plus revendicative : elle se dit que son ascension sera facilitée si la langue locale est reconnue officiellement. C'est l'alliance entre ces deux groupes qui provoque, dans certains cas, le succès du nationalisme – comme en Catalogne ou en Flandre. Mais il y a évidemment un prix à payer pour les "nations" qui désirent que leur langue soit reconnue. Tant que la Finlande voudra préserver sa langue, les hommes d'affaires américains n'auront pas très envie de venir y habiter. Par contre, comme la plupart des Finlandais ont appris l'anglais, ils n'ont pas trop de difficultés pour aller s'installer aux Etats-Unis. La conséquence, c'est une fuite des cerveaux vers "le rez-de-chaussée du monde", c'est-à-dire les pays de langue anglaise.

Le nouveau décret, dit de Bologne, permet qu'une partie des cours soit donnée en anglais dans les hautes écoles et à l'université. Enseigner et mener des recherches en français, est-ce un combat d'arrière-garde ?

Oui. Actuellement, la science est de plus en plus spécialisée et les domaines, toujours plus pointus. Si on publie un article en français, sauf dans quelques secteurs spécifiques, on ne touche pas les interlocuteurs dont on a besoin, afin d'être suffisamment lu et critiqué. Au niveau de l'enseignement, ce sera aussi une question de survie de passer intégralement à l'anglais pour certaines maîtrises. A l'UCL, la maîtrise en économie en anglais attire des étudiants brésiliens, italiens, allemands... qui ne seraient pas venus si elle était donnée en français. Il faut compenser l'hémorragie de nos jeunes, les bons, qui vont étudier, même à prix d'or, au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis. On ne peut pas rester qu'avec "les plus mauvais", ceux qui n'ont pas eu l'occasion de s'inscrire à Harvard... Chaque année, environ 9 500 jeunes britanniques viennent étudier en Europe continentale. Mais 90 000 font le chemin inverse. Comme, lors de leur formation, les étudiants, pour l'essentiel, ne s'instruisent pas seulement au contact des professeurs, mais apprennent surtout les uns des autres, c'est important d'attirer des jeunes étrangers de bonne qualité.

Nos campus sont-ils prêts pour l'"anglicisation" ?

Voici quelques années, l'UCL s'est fixé l'objectif de 20 % de cours en anglais pour l'ensemble de l'université. On reste sensiblement au-dessous de ce seuil. Mais il n'y a que quelques réticences : comme lors de la "flamandisation" de l'université de Gand, des professeurs ont affirmé qu'ils étaient incapables d'enseigner dans une autre langue que le français. Cela dit, l'anglais est plus ou moins opportun selon les secteurs. Pour le droit européen ou international, il a un sens. Mais, pour le droit belge, mieux vaut envoyer les étudiants six mois à la KULeuven. Enfin, je ne suis pas pour une anglicisation intégrale des universités. Cela concerne surtout les masters, la production scientifique et la formation de très haut niveau. Je suis un fervent partisan du maintien des baccalauréats dans les langues vernaculaires. L'enseignement supérieur a un rôle de diffusion des connaissances dans les masses, de promotion sociale pour des jeunes qui pourraient être découragés par l'anglais. C'est le rôle que l'université s'est assigné au xviii^e siècle. Jusque-là, elle fonctionnait en latin pour des raisons d'internationalisation de la communauté scientifique et de mobilité des chercheurs : les raisons mêmes qui président aujourd'hui au choix de l'anglais. Mais, à partir du siècle des Lumières, elle a aussi voulu participer au développement de la société, à son progrès économique, industriel... Et, pour cela, elle a décidé de parler la langue du peuple.

Le français a-t-il déjà cessé d'être une langue internationale, une "lingua franca", pour devenir une simple "langue vernaculaire", parlée uniquement par des natifs ?

Elle le deviendra de plus en plus. En tant que "lingua franca", le français a eu une emprise très diffuse mais extrêmement ténue, comme le grec à une certaine époque. Pilate et Jésus parlaient le grec entre eux, et non le latin, contrairement à ce que montre le cinéaste Mel Gibson dans *La Passion du Christ*. Mais le grec, qui s'était étendu à toute la Méditerranée, s'est ratatiné, comme seule langue maternelle, sur son territoire d'origine. Ce sera la même chose pour le français. Ce sera de plus en plus comme parler wallon. On ne s'en rend pas toujours compte. Une anecdote :

je suis membre de l'Institut international de philosophie. Dans ce cadre, j'ai participé à une de ses réunions à New Delhi. Après le discours en anglais du ministre de l'Education indien, le secrétaire général de cette institution prestigieuse, qui a son siège à Paris, un Français de 75 ans, a pris la parole dans sa langue maternelle. Stupéfaction générale : si les membres de l'Institut de philosophie le comprenaient, ce n'était pas le cas des 300 à 400 étudiants de New Delhi. Pour eux, c'est comme si, à Paris, ils avaient parlé le télougou, langue d'un Etat indien qui a presque le même nombre de locuteurs que le français.

L'Organisation internationale de la francophonie continue à multiplier les initiatives pour assurer la promotion du français au nom de la diversité linguistique...

Il y a un aspect qui relève du combat d'arrière-garde, de la vanité froissée... On a cru que le français serait la grande langue de l'Europe. Et elle l'a été quand la Ceca (Communauté européenne du charbon et de l'acier) a été créée : le français était la langue exclusive de la production des textes. Actuellement, seuls 30 % des textes originaux de la Commission européenne sont encore rédigés en français, pour 60 % en anglais. Mais le côté le plus noir de la francophonie s'exprime au Congo. Selon les meilleurs indicateurs disponibles, le nombre de personnes capables de parler le français de façon compétente est de l'ordre de 7 % à 8 %. L'aspect criminel est de s'obstiner, avec les encouragements de la francophonie, à organiser un enseignement en français à des enfants qui n'y sont nullement exposés dans la rue ou même à travers les médias. C'est comme si on demandait à nos élèves d'étudier les mathématiques en allemand. Mais, l'élite congolaise, francophone, transmet très facilement ce capital linguistique à ses enfants. Cette caste a tout intérêt à maintenir la majorité de la population dans l'analphabétisme et à conserver les postes politiques et administratifs. Or, pour sortir le Congo du pétrin, une priorité devrait être la restauration d'un enseignement aujourd'hui miné par l'absentéisme, le manque de matériel... Pour avoir une chance de réussir, il doit se dispenser dans les langues nationales (linguala, kikoongo, ciluba et swahili). La Flandre a

pu rattraper son retard sur la Wallonie, parce qu'elle s'est dotée d'un enseignement performant dans une langue plus proche du patois des enfants.

L'anglais est-il sans concurrent ?

La variété mandarine du chinois est la langue maternelle de 850 millions de locuteurs. C'est beaucoup plus que l'anglais (environ 350 millions). Mais le nombre de Chinois ne va pas croître de façon exponentielle. Ils ont adopté une politique drastique de l'enfant unique depuis vingt-cinq ans. Leur boom économique peut jouer. Les choses auraient toutefois été différentes si les Chinois étaient entrés dans la grande danse de la mondialisation un demi-siècle plus tôt. Depuis, l'anglais s'est tellement diffusé : plus d'un milliard de personnes le parlent, en tant que langue première ou seconde, alors qu'en dehors des limites territoriales de la République populaire de Chine et de Taïwan, très peu de personnes apprennent le chinois. J'ai été convaincu du caractère irréversible de "lingua franca" de l'anglais le jour où j'ai vu, sur un marché de la banlieue de Pékin, un vendeur de chaussures chinois confronté à un acheteur lituanien. Le face-à-face de deux grands empires, le russe et le chinois ! Ils n'ont pas communiqué dans leur langue, mais dans un "broken english" . Cela n'aurait pas pu être... un espagnol approximatif qui recense pourtant plus ou moins le même nombre de locuteurs natifs que l'anglais. Car sa diffusion est surtout concentrée sur l'Amérique latine. Cela dit, les Etats-Unis connaissent un problème linguistique inédit. Une ville comme Los Angeles dénombre, dans ses écoles publiques, 70 % d'enfants d'origine hispanique. Dans le Sud, il y a des comtés entiers où plus de 60 % de la population parle l'espagnol, qui devient une langue commerciale, politique... Et l'anglais, tout en se déclinant rapidement à travers le monde, se fait grignoter sur son propre territoire.

Entretien : Dorothee Klein et François Brabant